

Sommaire

Edito	1 – 3
Revue de Presse	4



Edito

Coup d'œil sur le Brexit

Le 23 juin dernier, un référendum s'est tenu sur la question de la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne. A la surprise générale, **53,4%** des britanniques ont voté « **Leave** » ce qui a entraîné une part d'inquiétude pour certains et une part de soulagement pour d'autres. Après cette annonce de Brexit, les 27 autres membres, choqués, doivent commencer à envisager la vie de l'Union sans les britanniques. C'est pourquoi l'**ADEC-NS** a décidé de se pencher plus en détail sur cet épisode majeur dans l'Histoire de l'Union Européenne.

Le **Traité de Maastricht**, signé en **1992** permettra la création de l'Union Européenne, ainsi que la création d'une monnaie, ultérieurement nommée **euro**, visant à consolider l'Europe qui existait déjà sous le nom de Communauté Economique Européenne permettant la **libre circulation des personnes, marchandises et capitaux**.

Dès l'annonce du Brexit, le Royaume Uni a ressenti des effets mitigés. En effet, la livre sterling a été dévaluée à plus de **12%**, un record historique. Elle s'est désormais stabilisée, mais reste bien inférieure. La baisse de la livre a également engendré une **baisse des loyers** ainsi que des **taux d'intérêts**, passant de 0,5% à 0,25%. Cependant le marché de l'immobilier tente à rester stable. De plus, le Royaume Uni connaît aujourd'hui une inflation de +0,6%. Malgré la stabilisation de l'inflation, les anglais ne freinent pas leur consommation. Néanmoins, le Royaume Uni voit sa croissance quelque peu ralentir, même si après le choc de juillet, il y a une stabilisation générale en ce qui concerne la Bourse, les ventes au détail et l'activité privée. Au vu de ces changements, il reste le tourisme, qui lui est en augmentation depuis la déclaration officielle du Brexit.



Malgré la crainte de ne pas sortir indemne de ce Brexit, le gouvernement britannique n'a pas encore annoncé l'utilisation de **l'article 50** qui permettrait de lancer les négociations concernant la sortie définitive du Royaume Uni de l'Union Européenne. Au terme de **2 ans** de négociations, si aucun compromis n'a été mis en place, le Royaume Uni se verra dans l'obligation de quitter l'UE quoiqu'il advienne.

Désormais, de nouveaux enjeux s'offrent au Royaume Uni. Le ministre des finances, George Osborne, dépeint un portrait attractif du Royaume Uni pour attirer de nouveaux investisseurs ou entreprises étrangères avec un taux **d'imposition relativement faible**, - de 15%, contre 33% en France. Le but des négociations du Royaume Uni serait de conserver un **accès direct au marché européen** ainsi que de conserver le **passport européen** pour les établissements financiers. Cependant il est clair que pour les 27 autres états les anglais n'auront pas accès à ce marché unique très attrayant si le Royaume Uni refuse la liberté de circulation des habitants de l'Union Européenne.

Pourtant il est évident que le gouvernement britannique souhaite s'affranchir des réglementations et réglementations de Bruxelles qui ne sont pas en adéquation avec les aspirations anglaises sur la liberté d'entreprendre. Pour les petites et moyennes entreprises anglaises, les lois de Bruxelles écrasent leur liberté d'agir. La City gronde les **normes financières européennes** et la limitation des bonus des banquiers. De plus quitter l'UE veut dire économiser 11 milliards de livres de contribution au budget européen.

Il semblerait que lorsque les négociations vont commencer, elles se feront secteur par secteur afin de trouver des compromis sur mesures à l'accès du marché. Toujours est-il que le Royau-

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 05 67 16 15 16
Télécopie : 05 61 39 89 34
Site Internet : www.adecns.fr

Nous pouvons également nous poser la question de l'avenir de l'Union Européenne ! Sans la Grande Bretagne, l'Union Européenne va devoir faire face à deux options : Soit une dissolution politique avec une montée du nationalisme comme on a pu le constater dans les pays européens ainsi qu'une crise financière européenne. Dans ces cas, les prochaines années, nous allons subir la sortie de différents pays, comme par exemple le Grexit, qui est toujours à l'ordre du jour d'ailleurs. Ou alors, certains parlent du Lexit (Left Exit) c'est-à-dire une alternative internationaliste reposant sur des principes de souveraineté populaire. La deuxième option qui se profile est la refondation de l'Union Européenne avec une solidarité très forte entre les 27 membres. Celle-ci pourrait se faire en douceur en développant le plan en 10 points du SPD allemand ou en mettant en place le plan Juncker. Il existe des solutions pour un avenir radieux de l'Union Européenne, pour l'heure, nous verrons les avancements des négociations du Brexit qui, nous venons de l'apprendre pourraient commencer début 2017.

L'équipe de l'ADEC-NS

Les 3 responsables de l'UE chargés des négociations du Brexit



Guy Verhofstadt, Nommé Président du Parlement Européen



Michel Barnier, Nommé pour représenter l'exécutif de la Commission européenne



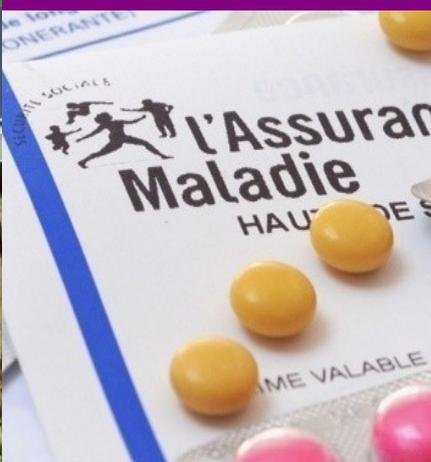
Didier Seuuws, nommé par le Conseil Européen de l'UE

Environnement



Premier Parc solaire de Midi Pyrénées 100% citoyen. Le projet est soutenu par l'incubateur d'innovation sociale CATALIS et de Enercoop. Ils espèrent l'inauguration du parc solaire d'une capacité de 250kwatt soit 1600m de panneaux solaires, à l'été 2017. Ce parc fournira l'électricité à 200 habitants dans la Région des Causses du Quercy pour un coût de 300 000€. - **Toutleco**

Santé



Le déficit du régime général de la Sécurité Sociale est de 3,4 milliards en 2016. Marisol Touraine, ministre de la Santé assure « en 2017, 'le trou' aura disparu » en effectuant une économie de 4 milliards en un an. L'assurance vieillesse dégagera un excédent désormais. Une hausse du RSA et de la prime d'activité sont à prévoir. En contrepartie, l'industrie du tabac va être fortement taxé. - **Les**

Industrie



Un mariage chez les titans de l'agrochimie. BAYER rachète son principal concurrent, Monsanto, pour la modique somme de 59 milliards de dollars. Une fusion loin d'être anodine que ce soit pour les agriculteurs, les lobbys et les consommateurs. Les 2 géants de l'agrochimie représentent 24% du marché des pesticides mondial et 30% des semences. - **Europe 1**

Economie



Dassault Aviation vient de signer un accord historique avec l'Inde. Après 5 ans, de négociations, l'Inde a enfin signé l'achat de 36 Rafales à l'entreprise Dassault pour un montant de près de 8 milliards d'euros. L'Inde veut néanmoins vite ces avions car ils peuvent faire la différence en matière de défense. - **Le Monde**

Evénements



Venue de l'Ambassadeur de Cuba à Toulouse. Son Excellence l'Ambassadeur Hector Igarza Cabrera se rendra à Toulouse le 18 et 19 Octobre prochain afin de présenter aux entreprises et établissements universitaires de la région, les opportunités économiques et culturelles de son pays. L'ADEC-NS organise à cet effet, un dîner débat le 18 Octobre au soir au Novotel Compans Cafarelli.

Société



Elections présidentielles des Etats Unis. A moins de 7 semaines du moment fatidique, les deux candidats poursuivent leur campagne avec acharnement. Après la pneumonie de Madame Clinton, les émeutes violentes, les déclarations houleuses, comment les candidats continuent à faire face ? Selon les sondages, Hillary Clinton serait cependant en tête. - **Le Figaro**



ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4

Téléphone : 05 67 16 15 16

Télécopie : 05 61 39 89 34

Mail communication@adecns.fr

Site Internet : www.adecns.fr